

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 15h, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier

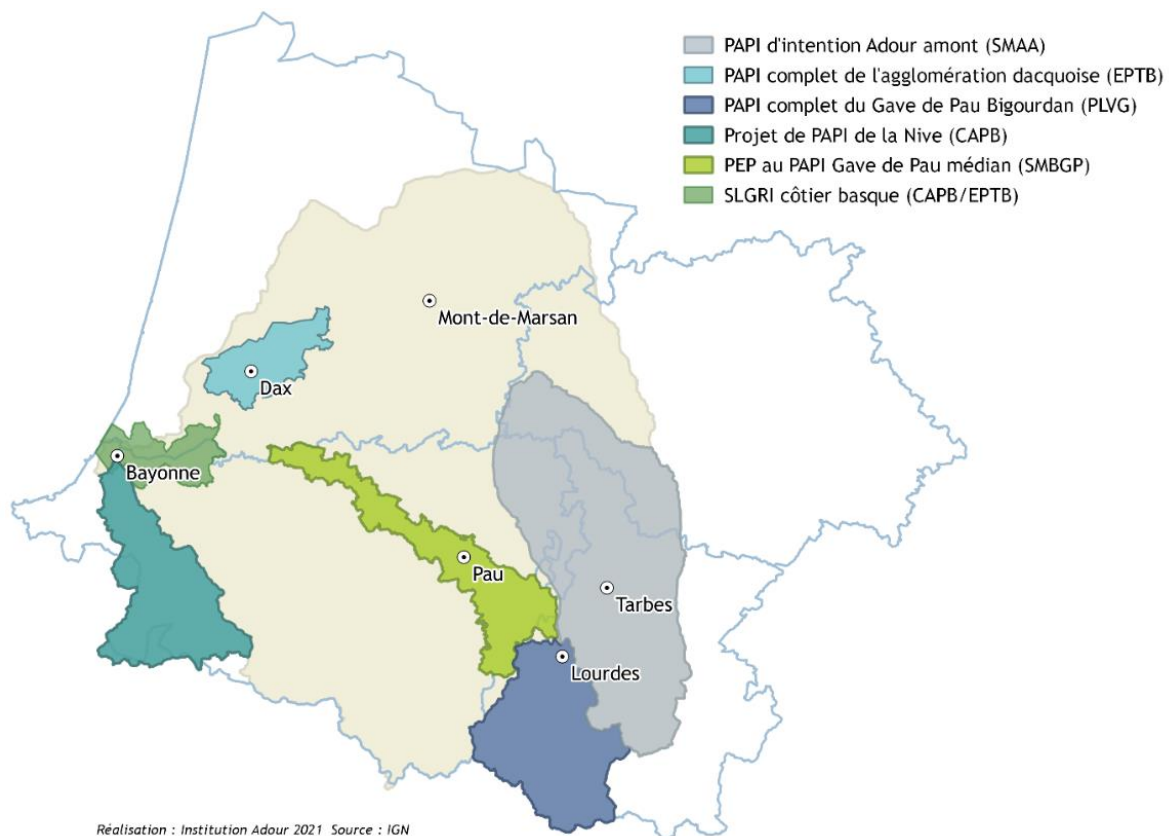
Etaient excusés :

Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Xavier Fortinon, Charles Pelanne

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Gouvernance / Risques fluviaux - Projets de nouvelles démarches de PAPI et implication de l'EPTB - Projet de PAPI sur le gave d'Oloron

Exposé des motifs :Contexte : les PAPI en cours sur le bassin de l'Adour

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Projet de PAPI sur le gave d'Oloron

À l'initiative du syndicat mixte des gaves d'Ossau, d'Aspe et d'Oloron (SMGOAO), une rencontre réunissant les gémapiens du bassin du Gave d'Oloron (communauté de communes de la Vallée d'Ossau, syndicat mixte des gaves d'Oloron, de Mauléon et de leurs affluents - SIGOM, SMGOAO) et l'EPTB s'est tenue le 25 mai 2021 à Navarrenx.

Cette dernière avait pour objectif de dresser le portrait des problématiques relatives à l'inondation rencontrées par chaque territoire et d'échanger sur la consultation des instances de chaque structure quant à l'opportunité d'un PAPI sur le périmètre du bassin versant du gave d'Oloron.

Du fait de sa composition, de sa gouvernance, de ses missions statutaires, de son expérience mais aussi des missions de coordination et de mise en cohérence en matière de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant confiées aux EPTB par la loi (article L.213-12 du code l'environnement), l'Institution Adour constitue un interlocuteur utile dans l'élaboration d'une telle stratégie.

En termes de calendrier, une présentation commune pour l'élaboration d'un PAPI va être effectuée devant chaque instance gémapienne d'ici fin octobre. Dans la foulée, des contacts seront pris avec chacun des EPCI-FP du périmètre afin de proposer également des temps d'échange et de présentation de ce projet.

De la même manière que pour le territoire de l'Adour aval, un travail sera ensuite conduit plus largement avec l'ensemble des parties prenantes (collectivités, services de l'état, etc.) afin de dimensionner le périmètre et le calendrier d'intervention ainsi que les partenariats à établir entre les différents partenaires et les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre d'une telle action.

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De donner son accord de principe sur :
 - la participation de l'EPTB auprès des structures gémapiennes (communauté de communes de la Vallée d'Ossau, syndicat mixte des gaves d'Ossau, d'Aspe et d'Oloron et syndicat mixte des gaves d'Oloron, de Mauléon et de leurs affluents) dans le travail préparatoire à l'élaboration d'un programme préalable d'études à PAPI pour le bassin versant
 - le portage de l'élaboration de ce programme préalable sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB si les collectivités locales le sollicitent

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.